



Prévenir la corruption en faveur de la prospérité durable

La corruption est un obstacle majeur au développement et compromet l'efficacité de la coopération internationale. Le SECO renforce la bonne gouvernance économique et soutient les projets visant à prévenir la corruption. Il mène également une politique de tolérance zéro dans ses activités.

On entend par corruption tout abus ou détournement d'une position de confiance, de fonds, ou de pouvoir à des fins privées pour obtenir un avantage indu. La corruption est largement considérée comme un obstacle majeur au développement, car elle fausse la concurrence et les marchés, freine les investissements, porte atteinte à l'état de droit et entraîne le gaspillage des ressources publiques et privées. La corruption compromet également l'efficacité de la coopération internationale.

Les activités du SECO renforcent la bonne gouvernance économique, y compris les politiques et les mesures anti-corruption. Des conditions-cadres économiques fiables et une réglementation transparente sont des prérequis à la participation des individus et des entreprises à la croissance économique et à une prospérité durable. Dans le cadre de ses projets, le SECO mène une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption.

Les projets du SECO pour prévenir la corruption

Dans les pays avec une mauvaise gouvernance, des institutions faibles et une application inefficace des lois, la corruption n'engendre souvent aucune conséquence juridique. La prévalence de la corruption entrave le développement économique et affecte disproportionnellement les pauvres en détournant les fonds dédiés au développement et aux services publics de base, tels que les soins de santé et l'éducation. Dans un environnement corrompu, les projets de développement sont en moyenne plus chers et de moindre qualité. Par conséquent, les services et les infrastructures publics restent sous-développés, on observe un manque de confiance dans les institutions publiques et les entreprises ont peu de raisons d'investir. Cette situation se répercute à son tour négativement sur la croissance économique et la création d'emplois.

Le SECO soutient des activités visant à prévenir la corruption et à promouvoir des pratiques commerciales transparentes et efficaces comme:

- l'augmentation de la transparence et l'amélioration du contrôle de la gestion des finances publiques;
- l'extension et la consolidation des systèmes de marchés publics;
- l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et des partenariats public-privé.

La numérisation offre des opportunités pour simplifier l'interaction entre les secteurs privé et public, permettant ainsi d'économiser du temps et des ressources tout en réduisant les risques de corruption. La modernisation des administrations fiscales, des processus de marchés publics et des

services publics mène à l'automatisation des processus et à l'amélioration des systèmes de contrôle (p. ex. automatisation des processus fiscaux ou de la gestion de la TVA et des droits d'accises).

Tolérance zéro dans les projets SECO

Le SECO mène une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption et des pratiques frauduleuses. Celle-ci s'applique aussi bien aux membres du personnel qu'aux partenaires. D'une part, aucun comportement illégal n'est toléré. D'autre part, les irrégularités doivent être rapportées et déclencheront des mesures disciplinaires ou des poursuites pénales. La tolérance zéro ne signifie toutefois pas que le SECO ne peut pas opérer dans des pays où la corruption est un problème. Il est cependant crucial de reconnaître et d'atténuer les risques impliqués. Les principales mesures d'atténuation des risques comprennent un système de contrôle interne bien établi, un devoir de vigilance exhaustif à l'égard des nouveaux partenaires, des processus d'approvisionnement clairs, des audits externes réguliers et une surveillance étroite des projets par les sièges et les Bureaux de coopération suisse.

Activités nationales et internationales de coordination et d'échange du SECO

La stratégie de la Suisse à l'égard de la lutte contre la corruption, à l'échelle tant nationale qu'internationale, est définie par un groupe de travail interdépartemental pour la lutte contre la corruption (GTID) et validée par le Conseil fédéral. Le SECO fait partie du GTID, qui comprend les offices fédéraux impliqués dans la lutte contre la corruption ainsi que le Ministère public de la Confédération. Le GTID émet des recommandations à l'attention du Conseil fédéral. Le SECO entretient également des échanges étroits avec le Contrôle général des finances, avec le Compliance Office de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et avec des spécialistes de la conformité d'autres pays donateurs.

Exemple de projet: Renforcement de la gestion des finances publiques infranationales au Pérou

Pays: Pérou

Partenaire du projet: Basel Institute on Governance

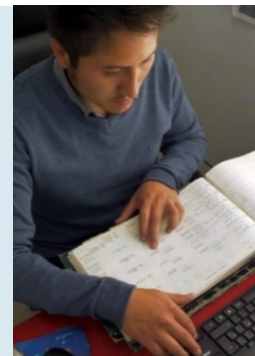
Période: 2020 -2023 (Phase II)

Budget: CHF 6 millions (participation du SECO: 100 pour cent)

Objectifs: l'objectif principal du projet est d'améliorer la gestion des finances publiques à l'échelle régionale et locale au Pérou pour assurer une allocation stratégique des ressources publiques. Il vise à:

- améliorer le contrôle interne, la transparence et la responsabilité dans toutes les phases du cycle budgétaire, notamment l'attribution des marchés publics, la gestion des liquidités et la surveillance;
- renforcer la capacité du ministère public à enquêter sur les affaires de corruption et à recouvrer les actifs publics détournés.

Résultats: le projet a mis sur pied une unité de recouvrement des actifs, formé 500 fonctionnaires judiciaires pour enquêter sur les affaires de corruption et permis au Pérou de recouvrer plus de 40 millions de dollars d'actifs.



Exemple de projet: défi anti-corruption du Fonds monétaire international (FMI)

Country: mondial

Partenaire du projet: Fonds monétaire international (FMI)

Période: 2019 -2020

Budget: CHF 500'000 (participation du SECO: CHF 237'500)

Objectifs: à travers ce projet, le SECO-WE cherche à promouvoir des solutions techniques innovantes pour lutter contre la corruption dans les administrations publiques.

Résultats: huit projets ont été sélectionnés pour être approfondis. Parmi eux, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIIE) entend créer un système qui identifie les possibles risques de corruption en amont dans les processus d'attribution de licences et de contrats dans le secteur de l'extraction. Il détectera si les participants d'un appel d'offres public sont apparentés ou liés d'une autre façon à des agents publics responsables de l'attribution des licences ou des contrats, et créera ainsi un système d'alerte concernant le possible manque d'impartialité dans le processus de prise de décision.



Informations complémentaires:

www.seco-cooperation.admin.ch

info.cooperation@seco.admin.ch

WEPO, janvier 2021